

TABLE RONDE DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'AGRICULTURE

MINISTRES DE L'AGRICULTURE DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL/PROVINCIAUX/TERRITORIAUX ET REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE

23 novembre 2020

Daniel Vielfaure

Directeur général adjoint, Groupe Bonduelle & Directeur général de Bonduelle Amériques
Co-président de la Table ronde sur la chaîne de valeur de la transformation alimentaire
d'Agriculture et Agroalimentaire Canada
Co-président de Food and Beverage Canada - Aliments et boissons Canada

Seul le texte prononcé fait foi

Bonjour Mesdames et Messieurs les Ministres.

Je suis Daniel Vielfaure ; directeur général adjoint du Groupe Bonduelle et directeur général de Bonduelle Amériques. Je suis également co-président de la table ronde sur la transformation alimentaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et co-président d'Aliments et boissons Canada.

Le Canada compte 7 000 fabricants de produits alimentaires et de boissons qui emploient 290 000 Canadiens et qui génèrent près de 120 milliards de dollars de recettes annuelles. Le secteur de l'alimentation et des boissons est le plus grand secteur manufacturier du pays. Nous sommes également le plus grand employeur manufacturier au Canada, notamment dans les communautés rurales de tout le pays.

La fabrication d'aliments et de boissons est une composante essentielle du système alimentaire canadien. Nous contribuons aux économies nationales, provinciales et territoriales, mais surtout, nous contribuons à la durabilité du système agricole canadien. Aujourd'hui, les transformateurs canadiens achètent plus de la moitié de la production agricole du pays; nous ajoutons de la valeur à nos cultures et à notre production animale, ce qui contribue à assurer la viabilité de notre secteur agricole primaire et à faire en sorte que le Canada atteigne ses objectifs en matière de durabilité alimentaire.

Avec la pandémie de la COVID-19, le système alimentaire canadien a subi une série de chocs : l'effondrement des services de restauration, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, l'impact de la fermeture des frontières, les coûts supplémentaires associés à la protection de nos travailleurs contre la COVID-19 et, plus récemment, les frais arbitraires imposés par certains des plus grands détaillants du Canada.

Ces chocs ont déstabilisé le système alimentaire : ils menacent la souveraineté alimentaire du Canada et le secteur agricole canadien.

Pour nous en remettre, nous devons nous concentrer sur ce qui est fondamental : résoudre les problèmes de main-d'œuvre, rééquilibrer les relations tout au long de la chaîne d'approvisionnement et faire en sorte que les travailleurs de l'agroalimentaire de première ligne soient reconnus comme une priorité.

TOUT D'ABORD, JE VOUDRAIS PARLER DE LA MAIN-D'ŒUVRE

LE SECTEUR MANUFACTURIER CANADIEN DE L'ALIMENTATION ET DES BOISSONS EST CONFRONTÉ À UNE CRISE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Même avant la COVID-19, la main-d'œuvre était le problème le plus important et le plus contraignant auquel notre secteur était confronté. Nous n'avons tout simplement pas suffisamment de personnel et nous n'avons pas assez de personnes possédant les compétences adéquates.

Chaque jour, il manque jusqu'à 10 % des travailleurs du plus grand employeur manufacturier du Canada. L'augmentation des départs vers la retraite, la pénurie de travailleurs qualifiés et la COVID-19 aggravent ce problème.

Cela ne peut plus durer. Sans travailleurs qualifiés et en bonne santé, nous ne pouvons pas produire les aliments dont les Canadiens ont besoin et nous ne pouvons pas ajouter de la valeur aux produits que nos agriculteurs cultivent.

C'est une occasion manquée. Il y a une demande pour les produits canadiens ici et à l'étranger. Avec la bonne main-d'œuvre, nous pouvons faire croître le secteur agroalimentaire : cela profitera aux producteurs primaires et aux Canadiens.

L'innovation est également un élément clé pour résoudre les problèmes de main-d'œuvre. L'automatisation et la robotique peuvent contribuer à améliorer la productivité tout en allégeant la pression sur les travailleurs. Selon notre expérience, la majeure partie du financement en innovation est liée à la croissance de l'emploi, mais cela ne fonctionnera tout simplement pas pour notre secteur.

Si nous ne nous attaquons pas aux enjeux de main-d'œuvre de l'industrie, nous devons en accepter les conséquences : cela contraindra notre capacité à investir et à croître, limitant ainsi notre capacité à acheter des produits agricoles canadiens et augmentant la dépendance du Canada à l'égard des aliments importés.

Nous vous demandons de vous engager, lors de vos prochaines réunions, à prendre deux mesures importantes :

- L'élaboration de programmes pour les travailleurs étrangers - tant pour les travailleurs temporaires que pour l'immigration permanente - qui répondent aux besoins du secteur agroalimentaire canadien, et;
- Des modèles de formation et d'accréditation des compétences et des aides qui augmentent la disponibilité de main d'œuvre spécialisée pertinente et nécessaire pour ce secteur.

DEUXIÈMEMENT - RÉÉQUILIBRER LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE CANADIEN A BESOIN D'UN CODE DE CONDUITE POUR FAIRE FACE À LA CONSOLIDATION DU COMMERCE DE DÉTAIL.

Le secteur de l'alimentation au détail au Canada est trop concentré, avec seulement cinq grandes entreprises qui contrôlent plus de 80 % du marché canadien de l'alimentation au détail.

Cela a permis aux détaillants d'imposer régulièrement à leurs fournisseurs des coûts de transaction ainsi que des frais et des pénalités arbitraires. Plus récemment, malgré la pandémie, les grands détaillants ont annoncé de nouveaux frais. Dans notre secteur, où les marges bénéficiaires vont de

4 à 6 %, ces frais pourraient représenter 20 % des bénéfiques. La plupart des détaillants n'accepteront pas d'augmenter les prix, ce qui signifie que de nombreux transformateurs n'auront d'autre choix que de répercuter ces coûts sur les producteurs.

La concentration des détaillants au Canada a ajouté encore plus de coûts à notre système alimentaire. Au Canada, les « dépenses commerciales » ont augmenté deux fois plus vite que les ventes au cours des cinq dernières années, représentant aujourd'hui 28 % des coûts des transformateurs.

Ces coûts minent la capacité du Canada de produire ses propres aliments; ils ont un impact sur notre capacité à acheter des produits agricoles canadiens et à les transformer ici. Encore aujourd'hui, 80 % des nouveaux produits introduits pour la vente au détail ont été développés ou fabriqués en dehors du Canada.

D'autres pays ont aussi fait face à ce défi et l'ont relevé grâce à un code de conduite pour les détaillants en alimentation. Un code permettrait de rééquilibrer les relations tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, d'améliorer la concurrence et de favoriser une meilleure collaboration en encourageant la valorisation des relations de « bonne foi » entre les détaillants et les fournisseurs de produits alimentaires.

Un code de conduite pour les détaillants en alimentation serait également bénéfique pour les Canadiens. À la suite de la mise en œuvre d'un tel code au Royaume-Uni, les prix des aliments ont diminué de plus de 8 % dans ce pays, tandis que les prix des aliments canadiens ont augmenté de 4 % au cours de la même période.

C'est pourquoi nous vous demandons, lors de vos réunions FPT :

- D'accepter de soutenir l'élaboration d'un code de conduite pour les détaillants en alimentation au Canada et de vous engager à mettre en place un plan d'action qui prévoit la mise en place de ce code d'ici la fin 2021.

ENFIN, JE VEUX RENFORCER LE RÔLE QUE NOS TRAVAILLEURS ONT JOUÉ PENDANT LA COVID-19

LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR ALIMENTAIRE FOURNISSENT UN SERVICE ESSENTIEL AUX CANADIENS ET ONT BESOIN DE SOUTIEN

Le Canada a été confronté à la COVID-19 sans plan d'urgence pour son système alimentaire. De leur côté, les fabricants de produits alimentaires et de boissons ont assumé les risques liés à la poursuite de leurs activités pendant la COVID-19, ainsi que tous les coûts liés à la sécurité de nos travailleurs. Nous estimons ces coûts à 800 millions de dollars.

En tant qu'entreprises, nous avons également passé d'innombrables heures à renforcer auprès de nos travailleurs l'importance de leur présence sur les lieux de travail afin de nourrir les Canadiens.

Pour nos travailleurs de première ligne, il est essentiel que les gouvernements renforcent la nature critique de leur travail et l'importance de leurs contributions.

Nous vous demandons de tenir compte de l'importance des travailleurs du secteur de l'alimentation de première ligne dans tous les programmes de dépistage et de vaccination que vous mettrez en place. Malgré les mesures que nous avons mises en place pour atténuer les risques de la COVID-19, les usines de transformation alimentaire restent des lieux de rassemblement. Et, comme nous l'avons vu, chaque fois qu'une usine alimentaire ferme à cause de la COVID-19, toute la chaîne d'approvisionnement alimentaire est touchée, sans compter les producteurs qui n'ont plus la capacité de livrer leurs produits et leur bétail pour la transformation.

C'est pourquoi nous vous demandons également, lors de vos réunions FPT :

- De reconnaître l'importance des travailleurs de première ligne en alimentation et de vous engager à faire en sorte que, après les travailleurs de la santé et les groupes vulnérables, les travailleurs essentiels comme les nôtres soient prioritaires pour les tests et les programmes de vaccination.

REMARQUES DE CLÔTURE

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous livrer cette présentation aujourd'hui.

Avec la COVID-19, nous avons d'abord appris que notre système alimentaire n'est pas invincible. Ce n'est que grâce à notre engagement permanent que le Canada disposera d'un système alimentaire robuste qui permettra de soutenir nos producteurs agricoles, d'inspirer l'innovation dans notre secteur de la fabrication de produits alimentaires et de garantir la sécurité alimentaire.

C'est avec plaisir que je répondrai à vos questions.